



Les outils de maintien des pouvoirs politiques et économiques face à l'urgence de la crise climatique – l'Anarchie comme réponse potentielle

Adrien TARDY

École de technologie supérieure
Université du Québec
TARA24089804
adrien.tardy.1@ens.etsmtl.ca

1

Montréal, le 20 juin 2021



Adrien Tardy, 2021

RÉSUMÉ

Face à l'urgence climatique et la prévision d'un effondrement certain avant 2100 par le rapport 'Meadows & al', il est plus qu'impératif que le modèle de croissance néolibéral soit remplacé pour amorcer une décroissance contrôlée. Partant de ce constat, on établit que les pouvoirs politiques et économiques sont intrinsèquement liés et peu enclins à une telle restructuration. L'étude des outils de soumission du peuple et de maintien du pouvoir montre les difficultés à surmonter pour que les populations puissent s'approprier une force décisionnelle et consciente suffisamment conséquente. Finalement, devant l'évolution récente du capitalisme et l'apparition de ses limites, la pensée anarchiste apparaît comme une solution potentielle pour mener à un modèle de sobriété énergétique.

Mots-clés: capitalisme libéral, Anarchie, soumission, salaire, contrat social

INTRODUCTION

En 1972 est publié « le rapport Meadows & al » [1], un document produit par une équipe de chercheurs du MIT spécialisés dans la dynamique des systèmes et dont l'objet central est l'étude de la croissance de la population. En créant une dynamique entre les paramètres suivants : ressources naturelles, quota alimentaire, pollution, produit industriel par tête et population, le rapport met en exergue leur évolution des années 1900 à 2100.

Le constat est très clair, peu importe les hypothèses de départ sur l'accès aux ressources, soient-elles très optimistes ou non, si la population cherche à croître, il faut s'attendre obligatoirement à un effondrement avant 2100. Le manque de ressource et la dégradation des capitaux restant mènent nécessairement à une baisse du quota alimentaire et industriel et donc, à la chute brutale de la population que le rapport qualifie d'effondrement. Or, comme l'explique aussi Jean-Marc Jancovici dans une conférence donnée à la Cité des Sciences en novembre 2017 [2], les trois seules manières de faire décroître la population sont la famine, la maladie et la guerre. Cinquante ans plus tard, tout donne raison au rapport Meadows décrié jusque-là. Les pouvoirs politiques et financiers n'ont toujours pas tenu rigueur des mises en garde et la croissance est encore et toujours l'objectif recherché par les nations capitalistes.

Aujourd'hui la question n'est pas d'éviter l'inévitable, mais de limiter l'effondrement. Pour cela, il est plus que tant de chercher à stopper la croissance en changeant le mode de vie et de consommation des populations occidentales et émergentes.

Dans cette dissertation, les constats établis ne seront nullement remis en question puisqu'ils seront au contraire le point de départ de la réflexion. Nous partirons également du principe que la responsabilité n'est pas celle du peuple mais bien de ses élites et des classes bourgeoises. On entend par-là les économistes, les politiques, les intellectuels, les universitaires, les religieux et toutes les personnes qui ont accès aux savoir, aux connaissances, et par la même, au pouvoir.

Ce point de départ peut tout à fait être contesté ou pris inversement de telle manière qu'en rendant le pouvoir de consommation aux consommateurs, ils peuvent être vus comme directement responsables de la situation. Il serait aussi possible, et probablement plus modéré, de considérer la faute partagée entre tous ces grands acteurs qui forment la société. Pour autant, on maintiendra le postulat de départ selon lequel les puissances, quelques soient leur nature, sont porteuses des responsabilités.



Ainsi, on rappellera en premier lieu quel modèle économique est en place, son histoire, ses principes, ses aboutissants et ses limites. Il sera expliqué d'où vient la croissance et sur quelles théories économiques elle s'appuie.

Par la suite, seront abordées des thématiques plus philosophiques pour étudier la possibilité ou non, de changer proactivement le modèle de croissance actuel. La question de la soumission des peuples et des outils de maintien du pouvoir seront abordés avant de proposer des idéologies peut-être plus pertinentes pour répondre aux problématiques soulevées. Il est entendu qu'il ne sera pas proposé de réflexion balayant tout le spectre du sujet mais bien des éléments de réflexions basés sur des intellectuels et philosophes qui ont pensés la société, la politique ou l'économie.

À LA RECHERCHE DE LA CROISSANCE, LA RICHESSE DES NATIONS – LE NÉOLIBÉRALISME ET LE MARCHÉ

ADAM SMITH ET L'ÉCOLE CLASSIQUE

En 1776, Adam Smith, philosophe Écossais, reconnu aujourd'hui encore comme le père de l'économie moderne, publie *La Richesse des Nations* [3]. De là, naissent les principes économiques libéraux qui viennent se greffer au capitalisme en plein essor dans les pays européens.

Dans son œuvre, il redéfinit la provenance de la richesse des nations. Au 16^{ème} et 17^{ème} siècle, l'économie est mercantiliste et la richesse se fonde sur l'accumulation de métaux précieux, venus notamment du nouveau monde, découvert par les Espagnols et les Portugais. En parallèle de l'accumulation de l'or et de ressources rares, il est admis, par la suite, que l'agriculture est l'une des sources centrales de la richesse d'une nation.

Puis, à la fin du 18^{ème} siècle, l'Angleterre, en pleine révolution industrielle, supplante les pays européens grâce à la prolifération de son modèle capitaliste. Le capitalisme qui peut alors être défini comme étant la fédération d'entrepreneurs qui investissent leur argent pour créer une entreprise productrice de biens industriels. Par-là, les capitalistes deviennent propriétaires d'une institution qui peut posséder des biens, des locaux, une trésorerie et qui emploie des travailleurs pour produire les biens qui généreront les profits. C'est dans ce cadre économique et sociétal qu'Adam Smith met au point sa théorie libérale en expliquant que la richesse d'une nation vient de son peuple et plus particulièrement de l'aspiration qu'a chaque individu à chercher son profit personnel. Le principe fondamental qui suit cette idée est connu sous le nom de la main invisible ; c'est l'auto-régulation du marché.

La théorie veut que la recherche égoïste et personnel du profit mène automatiquement à une organisation du marché qui va profiter à la population entière et donc à l'enrichissement de la nation.

Pour appliquer cette idée, Adam Smith souligne la nécessité pour l'économie d'évoluer dans un cadre libre où chaque individu à la possibilité de générer des biens, de les posséder et d'en disposer à sa guise. Cette méthode permet alors de nouveaux investissements qui vont créer de l'activité, de l'emploi, des revenus, des profits et ainsi de suite. De ce fait, les échanges n'existent plus qu'entre le capitaliste et le travailleur, laissant l'État spectateur des échanges monétaires.

C'est par cette notion que la pensée d'Adam Smith tire son nom de libéralisme. L'organisation du travail et de l'économie doit être sortie des responsabilités de l'État pour que les individus soient libres de rechercher leur profit. De là vient la notion de marché libre.

De son sens contemporain, le marché peut être défini comme étant une organisation des échanges de telle manière que tout ce qui est produit ou servi est saisi par ces échanges. C'est le marché, qui plus est, libre et concurrentiel, qui va permettre l'extension de la pratique économique et l'enrichissement des populations [4].

Les idées libérales d'Adam Smith seront reprises par des penseurs et économistes créant l'école dite « classique ». Au 19^{ème} siècle apparaîtra à son tour le principe du libre échange qui, dans son aspect globalisé, préconise la spécialisation de pôles de production. Si l'Angleterre produit efficacement des locomotives tandis que le Brésil est meilleur pour produire du café, alors chaque pôle doit se spécialiser et échanger ses biens et denrées. Cette idée pousse le libéralisme à son extrême puisqu'il implique la suppression des frontières commerciales entre les pays et donc la disparition de l'influence de l'État dans l'économie mondiale. Pour se faire, l'économie devenue globalisée doit être régit par des principes respectés par tous pour que les échanges puissent prospérer. Le libéralisme a donc vocation à devenir mondial.



LA MONDIALISATION ET LE NÉOLIBÉRALISME

Jusqu'après la Seconde Guerre mondiale, la richesse des nations est toujours considérée comme étant liée à l'industrie. À partir des années 70 pour autant, un certain nombre de bouleversement se produisent et redéfinissent le modèle économique, les gouvernances mondiales et la provenance de la richesse des nations.

Pour commencer, la fin de la Seconde Guerre mondiale apparaît comme un transfert de pouvoir. L'Angleterre, anciennement capitale économique du monde est affaiblie par les combats, tout comme les puissances d'Europe de l'Ouest. On voit alors apparaître deux pôles idéologiques et politiques qui vont s'affronter sur la scène internationale : les États-Unis et l'URSS.

Grâce au plan Marshall, proposé par les États-Unis aux pays occidentaux, la reconstruction de l'économie européenne est possible mais implique l'adoption de leur modèle classique. Dans un premier temps, cette économie peine à se mettre pleinement en place car elle se heurte à des États-providences qui planifient la reconstruction des pays. À partir des années 70 pourtant, le marché bascule vers le libéralisme, et l'économie monde qui était alors bipolaire devient multipolaire avec l'émergence notamment des puissances asiatiques et le développement dit du « vol d'oies sauvages » de Kaname Akamatsu [5].

En parallèle, les conflits idéologiques opposants l'URSS communiste et les États-Unis capitalistes ont également amenés à la naissance d'une nouvelle pensée économique : le néo-libéralisme. En 1973, un coup d'État a lieu au Chili pour renverser la démocratie socialiste dirigée par le président Salvador Allende. Pendant son mandat, Allende s'entoure des différents partis de gauche, dont le parti communiste, avec lesquels il souhaite réformer l'économie en assurant la répartition des richesses. Le général Augusto Pinochet, soutenu par les États-Unis saisit le pouvoir par la force et prend le contre-pied en créant, à l'aide des *Chicago Boys*, le néolibéralisme [6].

Le néolibéralisme se définit comme étant la suite de la pensée d'Adam Smith mais s'intégrant dans un contexte mondial différent. Yann Giraud, historien en économie explique que c'est une idéologie impérialiste qui s'inscrit dans la Guerre Froide comme une arme de destruction de la pensée communiste. Le mouvement de pensée néo-classique est alors bien plus agressif et a pour vocation, entre autre, la création d'un nouveau 'type humain' [7]. L'idée proposée par Marx dans *Le Capital* [8] selon laquelle il existerait la classe des travailleurs et la classe des capitalistes est bannie au profit de la notion d'entrepreneuriat général de soi-même. D'après le philosophe et économiste Frédéric Lordon, le type humain néolibéral, est consommateur, propriétaire de terrain et porteur de capitaux et d'aptitudes qu'il souhaite optimiser, développer et faire fructifier [7].

Le néoclassicisme est vu par certains comme une forme de théologie où le marché omniscient serait une fin en soi. Inexistant mais nécessaire, il a toujours raison et les dérèglements économiques comme la crise des années 30 ou la crise de 2008 ne sont du fait que des interventions indésirées des États. La richesse des nations ne vient plus seulement de l'industrie mais également des services. On voit alors le type humain néolibéral se répandre à travers le globe et l'enrichissement des populations incite à la surconsommation. C'est à la même période que la publication du rapport Meadows que la croissance devient l'objectif prioritaire entraînant pollution, épuisement des ressources et destruction des capitaux environnementaux.

FAUT-IL LAISSER FAIRE LE MARCHÉ ?

Malgré le lien entre le développement du libéralisme et l'apparition des facteurs qui mènent à l'effondrement, on peut légitimement se demander si les penseurs classiques ont finalement raison et s'il vaut mieux éloigner l'État de l'économie pour éviter les dysfonctionnements.

En réalité la question ne se pose pas vraiment car, contrairement à ce qui est soutenu, il n'y a pas de rapport antinomique entre le marché et l'État. Il serait même plus juste de dire que le marché est coextensif à l'État, impliquant qu'il ne peut s'auto-instaurer et qu'il nécessite une force extérieure. Plus que des instituteurs, les gouvernements sont les garants du marché puisque ce dernier ne saurait exister sans lois, sans cadre juridique, et sans autorités concrètes permettant le respect de la propriété privée, du libre-échange ou encore de la libre-concurrence. Sans l'État, le marché sous sa forme organisationnelle n'aurait pas pu s'implanter, ne pourrait prospérer et encore moins s'étendre [4].

Le néo-libéralisme se définit d'ailleurs par ses nouveaux rapports avec l'État. Avec la mondialisation et l'enrichissement de certaines compagnies, les rapports sont à double sens puisque les pays deviennent eux aussi dépendant du marché. Quelques entreprises sont





plus riches qu'une majorité des pays, redistribuant le pouvoir aux acteurs financiers. Il est d'ailleurs monnaie courante que les gouvernements aient recours à des emprunts auprès des grandes compagnies, intensifiant plus encore l'équilibre des forces. Les rapports sont donc tout sauf antinomiques ; à l'inverse, ils sont plutôt bons quand il s'agit de générer du profit, à tel point qu'après la Guerre Froide, il ne reste que très peu de pays communistes et que cette idéologie n'est plus que de rapport politique. La Russie et la Chine, par exemple, ont mis en place un système politique communiste à l'économie libérale. On peut se rendre compte du paradoxe de cette phrase.

4

La réussite, si ce n'est la victoire, du néo-libéralisme vient de sa capacité à effectivement apporter de la croissance dans les pays s'insérant dans l'organisation du marché. La liberté des populations à exploiter les ressources, les capitaux et les aptitudes ont permis un enrichissement notable des pays avec un PIB mondial passant de 22 000 milliard à 114 000 milliard de dollars entre 1970 et 2018 [9].

Devant ce constat, on se rend bien compte que la problématique supplante l'aspect économique. En effet les gouvernements sont tout aussi responsables de la situation puisqu'ils ont permis l'implantation et le développement du néolibéralisme. L'enrichissement des peuples est une réalité mais ne justifie pas de continuer sur cette voie alors même que l'effondrement semble inévitable.

Si les mondes politiques et économiques travaillent de concert pour assurer un avenir confortable au modèle de croissance, alors il semble nécessaire de restructurer ces deux pouvoirs majoritaires. Pour la suite de la réflexion, on se penchera alors sur la possibilité de reconfigurer les gouvernements et le système économique dans le but d'instaurer un pouvoir politique où la finance n'est pas maîtresse et où les dirigeants ne participent pas à la recherche vaine de croissance. Pour cela, on part du postulat de départ que les entreprises et les gouvernements ne sont guidés que par la recherche de profit et le maintien du pouvoir, ce qui mène à la question suivante : 'les peuples peuvent-ils renverser les modèles politiques et économiques permettant la mise en place de gouvernances réellement soucieuses de leurs conditions et de celle de l'environnement ?'.

CHANGER DE MODÈLE POLITICO-ÉCONOMIQUE – L'ASSERVISSEMENT DES PEUPLES COMME POINT D'ANCRAGE DU CAPITALISME

QUELQUES EXEMPLES HISTORIQUES

Il existe un certain nombre d'exemples qui prouvent qu'il est concrètement possible de renverser des pouvoirs en place et de voir des mouvements populaires en prendre le contrôle que ce soit par la force ou non. On peut penser notamment à la Commune de Paris ou plus récemment au Printemps Arabe qui sont des cas de destitutions politiques. Il existe également des exemples de restructuration du capitalisme, avec la crise de 2001-2002 en Argentine qui a des aspects de révolte Proudhonienne. Ce penseur du 19^{ème} siècle reconnu comme le père de l'Anarchie soutenait que les travailleurs devaient reprendre possession de leur force de travail collective en devenant propriétaires de leurs entreprises. Pendant cette crise, justement, plusieurs compagnies ont fait faillite ou ont été désertées par les capitalistes. Pour s'en sortir, les ouvriers ont pris en main l'organisation de plus de 180 firmes pour relancer l'économie par des coopératives autogérées [10] (p.99).

Dans ces trois exemples pour autant, les populations faisaient face à des crises aux enjeux localisés. Les problématiques mises en exergue dans le chapitre précédent se retrouvent aujourd'hui à l'échelle du monde ; et ce, même si les situations géopolitiques varient d'un territoire à l'autre. De ce fait, serait-il alors possible d'imaginer une restructuration du pouvoir politique et économique dans le cadre d'une organisation mondialisée ?

LE CONTRAT SOCIAL ET LA NATURE D'ESCLAVE

En étudiant le cas du Printemps Arabe, on se rend compte que les pays touchés, la Tunisie, l'Égypte, la Libye, le Yémen, la Syrie et le Bahreïn ont tous des enjeux géopolitiques variés. Certains de ces pays sont des républiques, des régimes monarchiques ou encore des républiques à parti unique. Pour autant, tous sont face à des pouvoirs politiques qui durent depuis des décennies et qui ont mené à des crises sociales, économiques et alimentaires [11]. Jean-Marc Jancovici explique d'ailleurs dans son livre *restez tranquille jusqu'en 2100* [12], qu'il s'agit de ce dernier point précis, la famine, qui aura mené les peuples à renverser la Tunisie, l'Égypte, la Libye et le Yémen.



4

Dans de telles conditions de crise, le contrat social de Rousseau [13] ne tient plus car le pouvoir politique mis en place ne répond plus à sa vocation première qui est d'assurer la sécurité de ses citoyens. Comme l'explique Hobbes sur le sujet, les individus de libre nature acceptent d'en transmettre une partie à une autorité supérieure pour atteindre un état de sécurité. La liberté naturelle, à l'image de Caïn et Abel crée un « état de guerre de chacun contre chacun », chapitre XIV du *Léviathan* [14].

D'après la pyramide de Maslow [15], les besoins physiologiques (faim, soif, sommeil) et le besoin de sécurité sont les socles, les premières conditions à remplir pour que l'homme puisse s'épanouir. C'est aussi ce qui justifie, d'après Hobbes, la création de monarchies absolues alors même qu'il s'agisse d'un pouvoir tyrannique. C'est ce qu'il explique dans le chapitre XX de *Léviathan* [14] en disant qu'un pouvoir dirigé par un seul homme est toujours préférable que l'état de guerre de chacun contre chacun.

Aussi, tant que l'accès à la nourriture et à la sécurité dans les pays occidentaux sera maintenu par les gouvernements, le pouvoir mis en place ainsi que le contrat social resteront légitimes aux yeux des peuples.

Il faut noter pour autant que la légitimité accordée aux États n'est pas permanente. Même si elle n'est pas remise en question, elle n'est pas nécessairement juste pour autant. Rousseau dans *Du Contrat Social* [13] met en exergue que « certains hommes naissent pour l'esclavage tandis que certains naissent pour la domination ». Il explique par-là que les hommes sont par nature esclaves et qu'il est certain que cette nature vient de la naissance dans un état de servitude. On retrouve également cette idée dans *Le Discours de la Servitude Volontaire* [16] de La Boétie lorsqu'il explique que « la première raison pour laquelle les hommes servent volontairement, c'est qu'ils naissent serfs et qu'ils sont élevés comme tels ». Rousseau pousse plus encore le raisonnement en impliquant que cet état de servitude ne vient pas seulement de l'éducation mais bien de la nature de l'homme qui se développe pendant l'asservissement : « s'il y a donc des esclaves par nature, c'est parce qu'il y a eu des esclaves contre nature » [13].

On peut alors supposer que la légitimité des états n'a aucune valeur. À l'instant donné où l'institution étatique est créée par la soumission volontaire au contrat social, le pouvoir est légitime ; mais une fois soumises, les générations suivantes développent une nature esclave qui les empêchent de contester le pouvoir si nécessaire.

Avec cette idée, on comprend que la seule illégitimité du pouvoir politique n'est pas une raison suffisante pour que les peuples se soulèvent. Le Printemps Arabe ne vient pas seulement d'un désaccord avec le gouvernement mais bien d'une situation de désespoir pour les populations. Ainsi, on peut s'attendre à ce que les gouvernements occidentaux, aussi mauvais soient-ils, ne risquent aucun grief de la part de leurs peuples dès lors qu'ils maintiennent des conditions de vie relativement acceptables.

LE SALAIRE, OUTILS DE SOUMISSION AU CAPITAL

Le contrat social et la de « nature esclave » de Rousseau sont des entraves qu'on pourrait qualifier de naturelles. Ces concepts peuvent être vus comme ésotériques et intrinsèques à toutes les structures sociétales. Pour autant, il existe également une multitude d'outils plus concrets qui permettent de maintenir les États libéraux en place. Parmi une très grande liste de méthode, on peut évoquer la création du salariat.

Le salariat naît à la fin 18^{ème} siècle à la suite du capitalisme et se fonde, d'après Christophe Darmangeat [17], professeur d'économie à l'Université Paris 7 Denis Diderot, sur un principe de dépossession des moyens de travail. Pour que le travailleur soit employé il faut qu'il n'ait accès ni à la terre, ni à des moyens de productions ; autrement dit qu'il n'ait pas accès à une source de travail personnel et permettant l'« auto-entreprenariat ». À terme, le salariat, qui n'est finalement qu'une organisation du travail parmi tant d'autres, a été plus que largement développé à travers le monde.

Pourquoi le salaire asservi-t-il les peuples ? Frédéric Lordon explique que l'organisation du travail salariale s'est tellement étendue à tous les pans de la société qu'il n'est de fait pas possible de s'assurer une survie matérielle sans emploi ; sauf s'il l'on vit à la marge de la société [17]. Les populations sont donc prises en otage par l'obligation d'être employé à tel point que ceux-ci représentent 90% de la population active occidentale.

Le salaire, de par son fonctionnement contemporain, implique également la participation au monde des finances, à la créance et aux marchés boursiers du fait de l'obligation de passer par l'intermédiaire d'une institution bancaire. Ajouté à cela la dépossession des moyens de travail, les ouvriers deviennent dépendants de leurs emplois et donc des capitalistes pour subsister alors même que le rapport de force, dans son essence, devrait être inversé. En effet, sans travailleur, le capitaliste ne pourrait pas exister.

En outre, avec la division du travail, qui naît du fordisme, les employés n'ont plus de notion exacte de la valeur concrète de leur exercice, explique l'économiste Kako Nubukpo [17]. En effet, les employés ont une tâche bien définie et répétitive qui les empêche d'appréhender les résultats du travail collectif. De ce fait, le prix des salaires est jugé et fixé par les capitalistes qui survalorisent les métiers des classes bourgeoises pour les fidéliser et les empêcher de s'émanciper tout en assurant une sous-valorisation des travailleurs. Maintenus dans la pauvreté, les peuples ont tellement peur de l'indigence qu'ils reviendront travailler le lendemain sans demander plus. Le processus de soumission est alors assuré. Cette méthode de domination se retrouve d'ailleurs chez de nombreux auteurs dont Machiavel qui écrit dans *Le Prince* [18] « contenter le peuple et ménager les grands, voilà la maxime de ceux qui savent gouverner ».

Dans la pièce de théâtre *Plutus* [19] jouée en 1720, la pauvreté personnifiée se décrit elle-même en ces termes : « Je ne fais que du bien, C'est moi qui vous nourris, c'est moi qui vous habille. Je suis mère des Arts, l'industrie est ma fille ; C'est elle qui bâtit ces superbes Palais ; Sans moi les potentats se verraient sans sujets : Car enfin, si chacun vivait dans l'opulence, Si tout le monde avait du bien en abondance, Qui voudrait obéir ? Qui voudrait travailler ? ».

La peur de la précarité permet donc l'asservissement des peuples au système capitaliste. Alan Greenspan à la fin des années 90, alors président de la banque centrale de États-Unis [20] souligne parfaitement cette idée en employant le terme de '*syndrome du travailleur traumatisé*' qui n'exige jamais rien des capitalistes par peur de devenir sans-abri.

Cette idée fait le lien avec le concept marxiste '*d'armée de réserve des travailleurs*' selon lequel les capitalistes maintiennent un taux de personnes sans emplois stables suffisamment élevé pour que les travailleurs puissent se sentir aisément remplaçable s'ils devenaient trop exigeants [21].

Pour continuer, bien d'autres mécanisme de soumission au capitalisme existent dans l'organisation du travail :

Pour lutter contre l'abus des baisses de salaire, les pays les plus conservateurs quant aux lois du travail ont instauré un salaire minimum. Pour autant, il existe un contre-coup à cette réforme qui va soumettre plus encore les travailleurs. Le salaire minimum est en réalité porteur d'un message affaiblissement les forces ouvrières. Philippe Askenazy [17], économiste et chercheur au CRNS soutien qu'il s'agit du meilleur antidote contre les syndicats et contre l'état social. Les travailleurs semblent protégés par les lois du travail et ne nécessite donc pas de soutien supplémentaire. Les organisation ouvrières et les syndicats disparaissent alors et les capitalistes ont loisir à choisir le salaire de leur employés, justifiant ainsi que depuis 1970, le salaire moyen ait diminué alors que la productivité ait doublée [20].

De tout cela on comprend que le salaire, entre autres, permet au capitalisme d'asseoir sa position de force sur la société. On comprend également que l'outils sous-jacent est le maintien dans la précarité et l'insécurité. Sans épiloguer, on pourrait également ajouter que cette situation ne permet pas l'accès à la culture, à la curiosité et à l'éveil qui sont les premières armes nécessaires pour penser la société.

LA FOI, OUTILS DE SOUMISSION AU CAPITAL

Pour finir sur les outils de soumissions des peuples, on peut évoquer l'asservissement par le sacré et le dogme économique. Le dogme est un ensemble de doctrine et principes établis comme vérités fondamentales. C'est un terme que l'on associe généralement à la religion mais qui peut tout à fait être ramené à la pensée économique. Dans son best-seller *Sapiens, une brève histoire de l'humanité* [22], Yuval Noah Harari explique que « Si une religion est un système de normes et de valeurs humaines qui se fonde sur une croyance en un ordre surhumain, le communisme soviétique n'est pas moins une religion que l'islam » (p.254). Il entend bien sûr que ce qui est vrai pour la pensée communiste l'est également pour la pensée libérale qui se fonde sur des textes et principes 'sacrés'. On peut penser à *la Richesse des Nations* d'Adam Smith ou encore à la *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme* [23], un recueil de 30 articles dont le 17^{ème} indique que « toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété ». Ces textes qui sont les références historiques du capitalisme moderne et de la pensée individuelle semblent irréfutables aux yeux des populations, donnant les outils nécessaires aux puissants pour asseoir leur domination.

Par ailleurs, toujours dans le domaine de la croyance en un ordre surhumain, l'économiste Kako Nubukpo [17] explique que la force du capitalisme réside dans la capacité à laisser croire à suffisamment de travailleurs que grâce à leur salaires, ils pourraient eux-mêmes devenir capitalistes. Par ailleurs il soutient avec Philippe Askenazy [17], qu'il existe un discours commun selon lequel les dirigeants de pays ou d'entreprises seraient des personnes rares et de ce faits exceptionnels donnant une légitimité à leur situation.



MACHIAVEL OU COMMENT CONSERVER LE POUVOIR

On a d'abord vu que la servitude venait aux premiers abords des hommes qui acceptent de perdre leur liberté naturelle au profit du contrat social. Se crée alors une nature de l'homme esclave qui ne peut se libérer du pouvoir dominant étant donnée sa condition. On a vu ensuite que les moyens de pression pour maintenir cette situation sont nombreux. La peur, d'abord, qui est maîtrisée par les capitalistes grâce à l'organisation salariale notamment. Puis, la foi en des valeurs fondamentales et en un ordre surhumain qui fournit espoir et admiration. Les capitalistes et dominants politiques ont alors réussi le tour de force d'être craints et admirés.

L'amour et la crainte sont d'ailleurs les émotions décrites par Machiavel dans *Le Prince* [18] comme étant les leviers du pouvoir. Le politique doit être conscient des vices de l'homme pour les utiliser et conserver son autorité. On parle d'opportunisme politique où tous les moyens sont bons pour arriver à ses fins. Sa fameuse maxime « la fin justifie les moyens » démontre l'amoralité dont doit faire preuve le dominant pour garder son statut. Pour ce dernier, « ce qui est absolument nécessaire, c'est de savoir bien déguiser cette nature de renard, et de posséder parfaitement l'art et de simuler et de dissimuler. Les hommes sont si aveugles, si entraînés par le besoin du moment, qu'un trompeur trouve toujours quelqu'un qui se laisse tromper » (p.111).

7

L'AVENIR DU CAPITALISME ET LA PENSÉE ANARCHISTE

L'AVENIR DU CAPITALISME – INVERSION DES RESPONSABILITÉ ET TENDANCES POSSIBLES

Avec tous les éléments explorés, on pourrait penser que le capitalisme a encore de beaux jours devant lui. Les armes qui permettent le maintien du pouvoir en place sont nombreuses et largement utilisées. Pour autant, cela n'implique pas que le système ne peut pas changer. À ce jour il existe quantité de théories quant à l'avenir du modèle économique qui, pour certains, serait en période de crise. Par ces mots on ne désigne pas le sens commun associé au chômage ou à la baisse du pouvoir d'achat mais bien à la période transitoire d'un modèle à un autre. Toute la question est donc de savoir à quoi on peut s'attendre.

Le premier constat que l'on peut mettre en lumière est une tendance d'inversion des pouvoirs politiques et financiers. Comme on l'a expliqué en première partie, bien que l'État soit à la fois instituteur et garant du marché, le développement du néolibéralisme a permis un tel enrichissement des firmes que parmi les 100 plus grandes puissances économiques mondiales, seulement 29 sont des pays. De ce constat, le juriste Alain Supiot considère que seuls les États-Unis et la Chine, qu'il qualifie de nations impérialistes, sont encore dotées des armes suffisantes pour influencer les grandes entreprises [7].

Aussi, en plus de cette inversion de pouvoir est constaté une inversion des responsabilités. Il est de plus en plus soutenu que les pays doivent être gérées comme des compagnies avec un budget et des juridictions tandis que les entreprises doivent avoir un rôle politique et social. De plus en plus il leur ait demandé d'être éco-responsables, de faire des dons humanitaires et d'adopter des comportements éthiques. L'économiste française Esther Duflo, professeure au MIT et Prix Nobel d'économie remet en question la vision traditionnelle libérale en expliquant dans *The Economist as Plumber* [24] que les acteurs financiers ont un rôle social à part entière. En bref, les rôles des états et des entreprises semblent s'inverser, affaiblissant plus encore les gouvernements, qui ont théoriquement pour vocation le bien-être des populations, au profit des grandes compagnies qui ont pour vocation la recherche de leurs propres intérêts.

De plus, il est souvent considéré que l'épuisement des ressources, le chômage technologique, l'émergence de nouveaux pôles économiques mondiaux ou encore l'enrichissement des entreprises par la financiarisation sont des thématiques centrales pour déterminer l'avenir du capitalisme. Alors que Immanuel Wallerstein soutient que ces facteurs seront la cause du dépérissement du capital, Craig Calhoun prétend qu'ils ne mèneront qu'à une restructuration d'un capitalisme mondial vers un capitalisme d'état ; avec, pour les deux cas, la probabilité de guerres nucléaires [25].

Finalement, Michael Mann explique qu'à l'inverse, tous ces constats renforceront le capitalisme qui pourra se pérenniser. Il devrait devenir plus égalitaire, avec une croissance faible et sans contestation des populations [25].



7



L'AVENIR DU CAPITALISME – DES AVIS DIVERGENTS MAIS PAS DE DÉCROISSANCE

En suivant l'idée de Michael Mann selon laquelle le marché devrait continuer à s'étendre, on pourrait tout à fait imaginer la possibilité selon laquelle les économistes classiques aient vu juste. Dans ce cas, la disparition des États au profit du marché permettrait une auto-régulation qui pourrait satisfaire la majorité. En effet, les populations de plus en plus conscientes des problèmes environnementaux et sociaux influenceraient le marché, incitant par la même occasion les entreprises à prendre en main la question écologique. La recherche du profit, qui nécessite l'approbation du consommateur pousserait alors d'une main invisible les entreprises à régler la crise climatique sans intervention de l'État. Cela fait d'ailleurs parfaitement écho à la tendance d'inversion des responsabilités évoqué plus haut puisqu'il est demandé aux entreprises d'aborder les problématiques sociétales et environnementales. Enfin, cette idée est tentante mais très peu probable dès lors que les règles financières ne sont pas réécrites. En effet, pour que cette idée se réalise, il faudrait que le développement écologique puisse être un modèle d'affaire rentable. Pour plus d'idée sur le sujet et sur le problème des règles financières actuelles, il est conseillé d'étudier la théorie de l'économie biophysique.

8

Ensuite, on retrouve l'idée soutenue par Craig Calhoun dans le discours de Arnaud Orain [7], professeur de science économique à l'Institut d'Études Européennes de l'Université Paris, qui soutient que l'épuisement des ressources mène à une crise dans le sens du changement du modèle. Il a été remarqué que les dépenses militaires sont croissantes depuis les années 2000 [26] notamment dans la Marine. L'institut SIPRI [27], dans un communiqué de presse d'avril 2021, souligne une augmentation des dépenses de 2.6% entre 2019 et 2020, élevant le budget militaire à 2.4% du PIB mondial.

D'après Arnaud Orain, il est tout à fait envisageable que l'économie reprenne un modèle mercantile au sens du 17^{ème} siècle. Les principes étaient alors très conservateurs d'un point de vue des importations et très offensifs d'un point de vue de l'exportation et de la recherche de ressources. Il se pourrait alors que l'État reprenne un rôle central dans l'économie avec des objectifs colonialistes ayant pour but d'implanter ses entreprises dans les pays moins puissants pour imposer les échanges mondiaux et obtenir un accès de choix aux ressources.

On se rend donc bien compte que les avis divergent quant à l'avenir du capital. Néanmoins, aucune de ces possibilités ne semble répondre à la problématique proposée selon laquelle le pouvoir pourrait être restructuré par le peuple et pour le peuple. La disparition du néolibéralisme mondial n'est pas une fin en soi s'il fait émerger un capitalisme d'État porteur de conflits mondiaux. En outre, même plus égalitaire, même avec croissance lente, la pérennisation du capital n'est pas souhaitable puisque qu'elle ne résout pas la question de l'effondrement et des conflits à venir. Frédéric Lordon paraphrase Turgot qui soutenait l'idée que « l'essence de la pratique économique c'est de donner le moins pour recevoir le plus » [7]. Turgot, très grand penseur capitaliste du 18^{ème} siècle démontre, certainement sans le vouloir, l'incompatibilité d'une économie mondiale, notamment lorsqu'elle se fonde sur des ressources finies.

Néanmoins, parmi toutes les possibilités étudiées, il en existe une majeure qui n'a pas encore été traitée. C'est la possibilité d'une réelle restructuration de l'économie laissant place des états providences ou à un capital social qui prendrait en main les problématiques soulevées par le rapport Meadows. Bien qu'on ait vu les outils de maintien du pouvoir en place, il n'est pas impossible que le peuple puisse quand même s'en saisir.

LA PROBLÉMATIQUE D'UN POINT DE VUE DES ENTREPRISES

Pour étudier quel modèle de pensée pourrait répondre aux problématiques évoqués, on se propose de les reformuler d'un point de vue du fonctionnement de l'entreprise.

Après les années 70 et le développement du néolibéralisme, il y a eu une transformation dans la gouvernance des compagnies. Bien que l'objectif du capital n'ait jamais été autre chose que le profit, ce désir est plus que jamais centrale aux yeux des actionnaires. Comme l'explique Immanuel Wallerstein [25], il y a une financiarisation des échanges puisque les gains ne se font plus exclusivement par les produits ou par les services rendus mais bien par les crédits faits aux pays ou par la montée du prix des actions en bourses. Tout est bon pour augmenter les dividendes : coupures de postes, limitations de salaires ou augmentations des actions par des méthodes de courtage à court terme. Entre 1991 et 2001, en l'espace de dix ans, les PDG gagnaient en moyenne de 113 fois à 449 fois plus que leurs salariés. Armand Hatchuel [28] explique d'ailleurs que les PDG détiennent ces salaires du bon vouloir des actionnaires qui les fidélisent pour qu'ils soient alignés sur les mêmes objectifs qu'eux, faire du profit. Béatrice Cherrier [28], sur ces mots, rappelle qu'il n'y a aucun lien entre le succès de l'entreprise et le salaire du directeurs en faisant écho au phénomène du parachute doré qui veut que des PDG quittent leur entreprise en faillite avec les comptes en banques remplis.

8



Cette recherche illimitée de bénéfices rappelle la mauvaise chrématistique d'Aristote traitée dans *Economique I* vers II [29]. Ce dernier explique qu'il existe deux manières de s'enrichir, la première, la bonne qui est faite pour répondre à ses besoins qui sont par nature limités ; et la deuxième, la mauvaise, qui traduit le désir d'un enrichissement illimité et sans aucun besoin pour le justifier. Enfin, la bonne existe pour soi et pour le bien commun ce qui la rend naturelle et légitime tandis que la deuxième est condamnable et provient « [du] commerce extérieur, [du] prêt à intérêt, [du] travail salarié, et [de] la formation de monopole ». La reformulation de la problématique d'un point de vue de l'entreprise peut donc être la nécessité de revoir l'existence du salariat mais plus encore la raison d'être des compagnies. En d'autres termes, il faudrait revoir les rapports de force entre gestionnaires et travailleurs mais aussi la chrématistique des entreprises.

LA PENSÉE ANARCHISTE COMME SOLUTION POTENTIELLE

Pour cela, il est possible d'aller voir du côté de la pensée anarchiste. Méconnu et souvent chargé d'a priori, le mouvement anarchiste n'implique en aucun cas la notion de chaos, comme ses réfractaires aiment à le clamer. C'est une idéologie qui est née des défauts du capitalisme, qui, au début du 19^{ème} siècle enrichit la société anglaise comme nullement auparavant mais voit aussi les travailleurs, les prolétaires, devenir plus miséreux qu'ils ne l'ont jamais été. On comprend donc l'histoire qui lie les deux mouvements de pensées diamétralement opposés.

C'est Pierre Joseph Proudhon, ouvrier de famille qui, en 1840, donnera un poids politique à l'anarchie en écrivant dans *Qu'est-ce que la propriété* [30] : «- Eh bien! vous êtes démocrate ? - Non. -Quoi! vous seriez monarchique ? - Non. -Constitutionnel ? - Dieu m'en garde. - Vous êtes donc aristocrate ? - Point du tout. - Vous voulez un gouvernement mixte ? - Encore moins. -Qu'êtes-vous donc ? - je suis anarchiste ».

C'est avec ce dialogue que Proudhon donne tout l'aspect politique de l'idéologie qui s'attaque directement au fondement de l'ordre en écrivant « la propriété c'est le vol ».

Sans prôner la révolution, Proudhon souhaite voir les travailleurs s'organiser pour reprendre le contrôle de leur entreprise, à l'image des coopératives autogérées de la crise argentine de 2002 [10]. Proudhon prétend que les travailleurs doivent récupérer leur force de travail collective qui est justement l'élément dont le capitaliste se rend propriétaire. Même payé de manière juste pour son travail individuel, l'ouvrier se voit voler les profits obtenus par la collectivité des forces des travailleurs. Cent hommes peuvent ériger des bâtiments mais cent fois un homme en est incapable.

Proudhon explique alors que le travailleur doit se réapproprier le fruit de son travail en devenant, à part égal, propriétaire du capital qu'il produit. C'est la notion d'autogestion, les travailleurs deviennent les propriétaires de leurs entreprises.

De ce premier principe, qui répond à la première problématique évoquée, la restructuration de l'entreprise, Proudhon souhaite créer des communautés de travailleurs autogérées et auto politisées. De ce fait, des instances décisionnelles existeraient mais ne seraient pas régies par un pouvoir étatique. C'est la notion de fédéralisme, que l'on semble d'ailleurs retrouver dans le dernier chapitre de *Candide* de Voltaire [31].

Après avoir voyagé, être passé par mille maux mais aussi par l'El Dorado, Candide finit par créer une communauté où chacun travaille à hauteur de ses capacités et où chacun obtient les moyens de sa subsistance. C'est d'ailleurs l'idée majoritaire qui distingue Proudhon de Kropotkine, le troisième père de l'Anarchie qui souhaite voir la disparition du salariat. D'après lui, les hommes ne devraient pas être payés pour le travail qu'ils fournissent mais devraient recevoir ce qui leur est nécessaire pour vivre.

Enfin, du fédéralisme de Proudhon peut naître le mutuellisme, un modèle économique dans lequel les échanges sont fixés par la confiance à un prix ferme et juste sans aucune recherche de profit. La raison d'être du mutuellisme est de satisfaire l'intérêt mutuel et commun. Voilà qui répond à la deuxième problématique, la mauvaise chrématistique de l'économie de marché.

Il existe bien sûr d'autres courants de pensées anarchistes notamment celle de Bakounine, qui en est le deuxième père mais également l'opposant de Marx dans la Première Internationale. Ce dernier, à l'instar de Proudhon, insiste sur la nécessité de détruite les pouvoirs en place (le capital, la religion et l'état) par la révolution armée. Ce sont d'ailleurs les mouvements de révolte des poseurs de bombes précédant les massacres de la Commune de Paris qui donneront une si mauvaise image médiatique à l'Anarchie.

La manière d'arriver à ces fins et tout simplement la crédibilité de l'idéologie sont souvent mis en avant pour démonter la pertinence de cette pensée anarchiste. Pour autant, et sans plus s'avancer sur les méthodes à mettre en œuvre, il pourrait être judicieux de commencer à étudier l'Anarchie comme moyen de réponse aux problématiques soulignées ; et ce, même si elle implique une opposition à la loi et aux gouvernances en place, car enfin, elle a pour objectif l'égalité et la liberté dans un cadre minimaliste où seuls les produits de subsistances sont recherchés. Outre la question de la libération des peuples, c'est ce dernier point qui est central

pour répondre au problème initial posé. Le minimalisme et donc la sobriété énergétique semblent être les solutions les plus adéquates pour amener à une décroissance contrôlée et donc limiter l'effondrement prévu.

On rappelle par ailleurs que Henry David Thoreau, considéré comme le père de la décroissance et auteur de son unique essai *La Désobéissance Civile* [32], explique qu'« il n'est pas souhaitable de cultiver le même respect pour la loi et pour le bien. La seule obligation qui m'incombe est de faire le bien » (p.4). Ainsi, il entend que si une loi n'est pas juste, il faut tout simplement l'ignorer car s'est en la considérant qu'on lui donne raison. On peut également faire un parallèle semblable chez La Boétie lorsqu'il dit que les peuples pour se libérer doivent simplement ignorer les tyrans et leurs lois.

Toutefois, il est clairement entendu que ces lignes ne doivent pas être comprises comme une incitation au non-respect de la loi. La notion de bien et de justice est évoqué mais ouvre la porte à bien d'autres réflexions sur des valeurs bien plus profondes. Pour recentrer l'idée, il pourrait simplement être résumé que pour changer le modèle politico-économique, il faut annihiler sa condition de domination avant de pouvoir restructurer la société sur un modèle plus sobre et par extension plus propice à la durabilité.

CONCLUSION

Comme on l'a évoqué en introduction, la problématique centrale qui chapote tout le raisonnement est qu'il est impératif de changer le modèle de croissance pour éviter l'effondrement prévu par le rapport 'Meadows & al' en 1972. L'objectif est alors de déterminer quelles sont les caractéristiques du modèle économique actuel pour comprendre l'origine et le fonctionnement de la croissance. En l'occurrence, la richesse des nations, historiquement acquise par le mercantilisme colonial, provient aujourd'hui du modèle néolibéral apparu dans les années 70 en même temps que l'apparition d'une économie monde multipolaire. Il repose sur les fondements du capitalisme né en Angleterre à la fin du 19^{ème} siècle où l'organisation du travail favorise l'enrichissement de la classe dite capitaliste au profit de la classe des travailleurs. Au fonctionnement classique du capitalisme est ajouté la notion de libéralisme qui soutient le libre-échange, la libre concurrence et le développement d'un marché globalisé.

Le libéralisme est un tel succès dans ce point de vue qu'il permet l'enrichissement d'entreprises à tel point que certaines deviennent des puissances économiques plus influentes que la majorité des pays. Cette tendance qui aujourd'hui affaibli la souveraineté des États est entièrement due à leur bon vouloir puisque ceux-ci sont instituteur et garants du marché par les lois libertaires qu'ils adoptent.

La problématique se pose alors là. Puisque depuis 1970, les États et les firmes n'ont jamais cessé de travailler en concert pour rechercher la croissance, il semble judicieux de changer de modèle économique et d'appliquer une restructuration qui permettra d'amorcer la décroissance le plus proactivement possible.

Devant cet état de fait, on se rend compte que l'autorité des acteurs politiques et financier est assuré par un nombre d'outils importants. Avant tout, on remarque que les gouvernances en place ont toujours une autorité intrinsèque de par la soumission naturelle des peuples qui vient de la nécessité du contrat social évoqué par Rousseau, Hobbes et La Boétie.

Le capital joue également de ses armes avec la mise en place du salariat notamment. La dépossession des moyens de production et le maintien dans la précarité permettent un contrôle de la masse populaire suffisant pour que les révoltes soient avortées. On souligne également que les dominants appuient leur légitimité avec des discours dogmatiques donnant une justification aux conditions des peuples.

Finalement, on établit que malgré la disposition d'outils pour se maintenir prospère, le capitalisme libéral semble être dans une crise impliquant un changement de modèle. Les pensées et tendances retrouvées dans la littérature varient mais ne semble que très peu prévoir l'éventualité d'une restructuration politico-économique menée par le peuple avec des objectifs concrets de décroissance et de sobriété énergétique.

Ainsi, pour conclure sur ce travail, on étudie la pensée anarchiste. Méconnue et souvent moquée, elle se fonde en réalité sur des principes de sobriété et de non-recherche du profit ; ce qui répond parfaitement aux besoins mentionnés. Pour autant, elle est loin d'être unique et les plus grosses disparités se retrouvent lors de la question de la mise en place du système imaginé.

Ici il n'est pas question d'étudier les manières d'instaurer un modèle anarchiste mais bien d'introduire un courant de pensée peut-être plus crédible qu'on ce que l'imaginaire commun laisse paraître. À noter également que pour discuter la manière d'amener une restructuration anarchique, il faut sortir de la généralité proposée dans le texte selon laquelle il existerait trois grand pouvoir : le



peuple, le capital et l'État. En effet, à l'échelle mondiale, la culture, l'Histoire, les enjeux géopolitiques et les disparités de chacun sont des paramètres plus que déterminants pour discuter de tels sujets.

C'est ainsi que la suite de la réflexion pourrait naturellement être amenée. Il serait, en effet, intéressant de questionner les moyens décisionnels dont dispose les peuples. Ainsi, on pourrait chercher des solutions individuelles, collectives ou organisationnelles qui pourraient être mises en place pour assurer une transition viable vers un modèle durable.

En outre, il serait également possible de remettre en question les éléments de réponses fournis en modifiant les deux postulats de départ qui ont été fixés. Le premier selon lequel les élites dominantes sont responsables de la situation de crise peut tout à fait être renversé si l'on considère que chacun est responsable de ses actes. De telle manière, on casse également avec le discours qui a été instauré autour des castes du peuple et des dominants. En effet, ramener l'individu au centre des responsabilités engendre nécessairement une discussion sur les disparités que l'on retrouve dans les populations et qui fait varier les capacités d'agir de chacun.

Le second postulat est né de la réflexion que les États ont consentis à l'instauration du modèle capitaliste. En admettant que les pouvoirs politiques et économiques sont alignés sur les mêmes objectifs de profit, on se coupe de tout un pan de réflexion. Comme le pouvoir politique a autant de forme que de manière d'être exercé, il est réducteur que de penser un rapport aussi tranché.

Pour conclure, c'est un sujet d'étude très vaste qui ne connaît certainement aucune issue stricte. Le propos de ce travail est surtout que devant la seule issue concrète qui semble inévitable, l'effondrement, il est essentiel de repenser les gouvernances et les puissances mondiales. Par-dessus tout, l'intérêt est de souligner qu'il existe des idéologies qui pourraient répondre aux problématiques soulevées, et ce, malgré le décalage avec la structure initiale. Les sortir de l'ombre pour en discuter est certainement la première étape pour commencer à les considérer plus sérieusement comme des solutions crédibles.



REFERENCES

- [1] D. H. Meadows, D. I. Meadows, J. Randers, et W. W. B. III, « The Limits to Growth: A report to The Club of Rome (1972) », 1972.
- [2] Jean-Marc Jancovici, *Jancovici sur Meadows et le Club de Rome - 21/11/2017*, (2017). Consulté le: juin 19, 2021. [En ligne Video]. Disponible sur: <https://www.youtube.com/watch?v=lxFQ1a52tmQ>
- [3] A. Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Economica, 1776.
- [4] J.-M. Daniel, « L'économie de marché : liberté et concurrence », *Econ. Polit.*, vol. n° 37, n° 1, p. 38-50, févr. 2008.
- [5] « Kaname Akamatsu et le vol d'ois sauvages, par Pierre Jacquet », *Le Monde.fr*, juin 21, 2010. Consulté le: juin 19, 2021. [En ligne]. Disponible sur: https://www.lemonde.fr/economie/article/2010/06/21/kaname-akamatsu-et-le-vol-d-ois-sauvages-par-pierre-jacquet_1376018_3234.html
- [6] « Chili, berceau (et tombeau ?) du néolibéralisme », *Solidaire*, 2020. <https://www.solidaire.org/articles/chili-berceau-et-tombeau-du-neoliberalisme> (consulté le juin 19, 2021).
- [7] ARTE, *Marché / Travail, Salaire, Profit - Épisode 4 | ARTE*, (oct. 15, 2019). Consulté le: juin 19, 2021. [En ligne Video]. Disponible sur: <https://www.youtube.com/watch?v=j1cdjO5vC8&list=WL&index=42>
- [8] K. (1818-1883) Marx, *Le capital. Livre premier - Le procès de production du capital*. Presses universitaires de France, 1867.
- [9] M. Roser, « Economic Growth », *Our World Data*, nov. 2013, Consulté le: juin 19, 2021. [En ligne]. Disponible sur: <https://ourworldindata.org/economic-growth>
- [10] I. Brouillard, « La crise argentine de 2001-2002 : l'éveil du capital social », p. 146.
- [11] A. Lacheret, « Les printemps arabes », p. 4.
- [12] J.-M. Jancovici, *Dormez tranquilles jusqu'en 2100 : et autres malentendus sur le climat et l'énergie*, Odile Jacob. 2017.
- [13] J.-J. Rousseau, *Du contrat social*. LIBRIO, 1762.
- [14] T. Hobbes, *Léviathan: traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civile*. Chicoutimi: J.-M. Tremblay, 2004. doi: 10.1522/cla.hot.lev.
- [15] « Rappel-sur-la-pyramide-de-maslow.pdf ». Consulté le: juin 15, 2021. [En ligne]. Disponible sur: <http://www.voltairetoulon.fr/wp-content/uploads/2018/04/2-Rappel-sur-la-pyramide-de-maslow.pdf>
- [16] E. La Boétie, *Discours de la Servitude Volontaire*. Fayard/Mille et une nuit, 1576.
- [17] ARTE, *Salaire / Travail, Salaire, Profit - Épisode 3 | ARTE*, (oct. 15, 2019). Consulté le: juin 19, 2021. [En ligne Video]. Disponible sur: <https://www.youtube.com/watch?v=pBHsV1Vr10w&list=WL&index=58>
- [18] Machiavel, *Le Prince*. XVIème.
- [19] P. FIEVRE, « PLUTUS », 1720. http://www.theatre-classique.fr/pages/programmes/edition.php?t=../documents/LEGRAND_PLUTUS.xml (consulté le juin 15, 2021).
- [20] Michael, « Traumatized Worker Syndrome | Michael Hudson », mars 30, 2016. <https://michael-hudson.com/2016/03/traumatized-worker-syndrome/> (consulté le juin 15, 2021).
- [21] V. Carrère, « Une armée de travailleurs de réserve », *Plein Droit*, vol. n° 76, n° 1, p. 16-19, 2008.
- [22] Y. N. Harari, *Sapiens : Une brève histoire de l'humanité*, Albin Michel. 2015.
- [23] « Déclaration universelle des droits de l'homme ». 1948. [En ligne]. Disponible sur: https://www.ohchr.org/en/udhr/documents/udhr_translations/frn.pdf
- [24] E. Duflo, « The Economist as Plumber », p. 39.
- [25] R. Castellanos, « *Le capitalisme a-t-il un avenir ?* », *ANALYSE BIBLIOGRAPHIQUE par Ricardo Castellanos Chávez.*, vol. 2015/3. 2015. doi: 10.3917/rtm.223.0205.
- [26] M. Roser et M. Nagdy, « Military Spending », *Our World Data*, août 2013, Consulté le: juin 19, 2021. [En ligne]. Disponible sur: <https://ourworldindata.org/military-spending>
- [27] A. Manolache, « COMMUNIQUÉ DE PRESSE », p. 3, 2021.
- [28] ARTE, *Capital / Travail, Salaire, Profit - Épisode 5 | ARTE*, (oct. 15, 2019). Consulté le: juin 19, 2021. [En ligne Video]. Disponible sur: <https://www.youtube.com/watch?v=p8upOtnNFw&list=WL&index=43>
- [29] Aristote, *Economique - Livre I*. 1831. [En ligne]. Disponible sur: http://www.ac-grenoble.fr/lycee/vaucanson/philosophie/Economiques_LI-II.pdf
- [30] P.-J. Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété ? : ou recherches sur le principe du droit et du gouvernement*. Chicoutimi: J.-M. Tremblay, 2002. doi: 10.1522/cla.prp.que.
- [31] Voltaire, *Candide ou l'Optimisme*. 1759. [En ligne]. Disponible sur: <https://candide.bnf.fr/candide.pdf>
- [32] H. D. Thoreau, *La Désobéissance Civile*, Edition Gallmeister. 1846.